

# Le désamour entre les Belges et l'Europe

Plus d'un Belge sur deux a une opinion négative de l'Union européenne, selon un sondage. La Belgique se retrouve ainsi parmi les plus sceptiques.

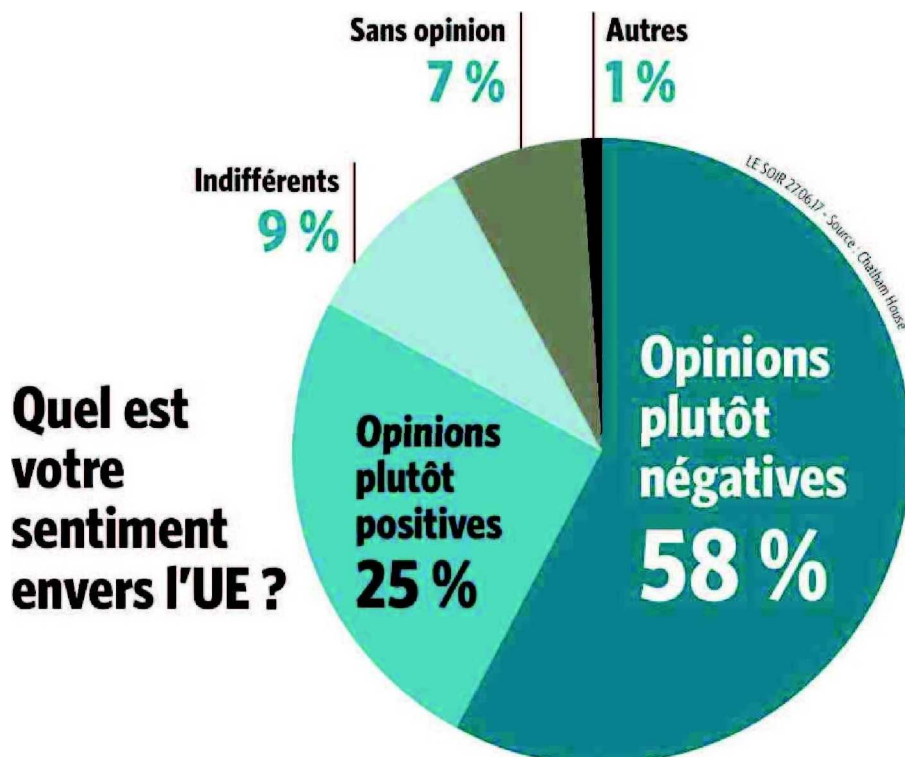
C'est une enquête d'opinion qui tord le cou aux clichés. Commandée par le think tank Chatham House, et en association (pour la Belgique) avec la Fondation Roi Baudouin, elle souligne que les Belges ne sont plus les europhiles qu'ils étaient. Ils sont 58 % à avoir une opinion négative de l'Union européenne.

Ils sont – au choix – dégoûtés, énervés, inquiets, pessimistes ou mal à l'aise quand on leur demande quel est leur sentiment. Parmi les populations des dix pays interrogés, seuls les Grecs et les Français sont plus négatifs que les Belges. Même les Britanniques, en plein processus de Brexit, font davantage preuve d'optimisme.

« Plus de la moitié du public belge exprime des sentiments négatifs envers les réfugiés et les demandeurs d'asile, écrit par ailleurs Alexander Mattelaer, directeur des Affaires européennes à l'institut Eg-

mont, qui a été chargé d'analyser le volet belge des résultats : *c'est même plus qu'en Hongrie ou tout autre pays englobé par l'enquête.* » Avec ce désamour pour l'Europe, le Belge est finalement « *représentatif des tendances européennes globales* » de défiance, explique Alexander Mattelaer. Il pose deux hypothèses d'explication. « *Ce positionnement est le résultat cumulatif des crises des dernières années, qui a amené la population à se poser de plus en plus de questions sur la manière dont l'UE est gérée. Ensuite, le consensus pro-européen a été le résultat de la période d'après-guerre. Or la génération actuelle a perdu cette perspective historique.* »

Cette même enquête s'intéresse également au prétendu fossé entre les élites (europhiles) et le grand public (plus eurosceptiques). Là aussi, la réalité est beaucoup plus nuancée. ■



# Fossé entre peuple et élites : une enquête balaie les clichés

EUROPE Mais les élites sont toujours plus proeuropéennes que le grand public

- L'institut Chatham House a réalisé une enquête dans dix pays de l'UE.
- Certains clichés sont aussi répandus que faux.

Le projet européen serait l'affaire d'une élite, forcément pro-européenne, tandis que les peuples le seraient beaucoup moins. C'est l'idée couramment répandue en Europe. Mais aussi répandue qu'incorrecte. C'est ce que vient démontrer une enquête passionnante, réalisée dans dix pays européens dont la Belgique, et coordonnée par le célèbre institut anglais Chatham House. Elle porte sur les attitudes à l'égard de la construction européenne et la perception des grands enjeux du moment marqués par six phénomènes marquants : l'héritage de la crise de la zone euro, la crise des réfugiés, le Brexit, la poussée des partis populistes anti-européens, la dérive autoritaire en Europe centrale et orientale, et la crise de légitimité démocratique. La grande originalité de l'enquête réside dans la segmentation opérée entre les « élites » (politiques élus, société civile, entrepreneurs et journalistes) et le grand public. En ressortent

des enseignements surprenants. À commencer par les sujets sur lesquels les opinions des élites et du grand public se rejoignent. C'est le cas du principe de solidarité, considéré comme une valeur fondamentale de la construction européenne. La conviction selon laquelle il est normal que les États plus riches doivent financièrement soutenir les plus pauvres recueille l'assentiment de 77 % des « élites », mais aussi de 50 % du grand public, dont seulement 18 % marquent leur désaccord. Un zoom révélateur : l'opinion sur le rôle de l'Alle-

magne, qui a beaucoup été accusée d'égoïsme dans le contexte de la crise de l'euro. Si 62 % des « élites » jugent son action positive, ils sont 48 % dans le public à penser de même, et seulement 28 % à juger le contraire.

**77 % des « élites » et 50 % du grand public pensent que les États plus riches doivent soutenir les plus pauvres**

Même s'il y a toujours un léger degré de divergence entre eux, les « élites » et les peuples convergent aussi pour penser que l'UE est globalement une création démocratique (pour 79 % des élites et 64 % du public). Idem quant au sentiment de fierté européenne : 56 % du public et 68 % des élites se disent fiers ou très fiers d'être euro-

péens.

Enfin, les deux groupes se rejoignent pour désigner les accomplissements et les échecs de

l'UE. S'ils citent les cinq mêmes réalisations en premier (la paix, la zone Schengen, la liberté de circulation, le marché unique et l'euro), c'est la paix que les élites placent en tête, tandis que le grand public y met la liberté de circuler. Quant aux échecs, les vues des élites et des citoyens ordinaires se rejoignent pour en désigner un grand : la crise des réfugiés. Mais comme le remarquent les auteurs de l'étude, « l'insatisfaction par rapport à la manière dont elle a été gérée qu'à un rejet des réfugiés comme tels. » D'autres enquêtes ont déjà montré que cette insatisfaction est très haute tant en Grèce qu'en Hongrie : mais ce n'est sans doute pas pour les mêmes raisons...

Les perceptions des citoyens divergent beaucoup plus de celles des élites dans d'autres domaines. À commencer par le bénéfice perçu de l'appartenance à l'UE. Alors que 71 % des « élites » disent en avoir profité, ils ne sont que 34 % à dire la même chose dans le grand public. Ceux-là sont en général d'âge moyen (45-59), moins formés et de moindres revenus, et vivent plutôt en zones rurales ou dans des petites villes. Les deux

groupes sont aussi en grand désaccord sur l'immigration (positive pour leurs pays respectifs pour 57 % des élites, mais seulement pour 25 % du public), ou sur la question de savoir s'il faut transférer plus de pouvoirs à l'UE, ou plutôt en rapatrier au niveau national. Pour le public, c'est net : 48 % veulent en rapatrier. Par contre, l'élite est divisée : 37 % souhaitent plus de pouvoirs à l'UE, et 31 % en veulent plus aux États.

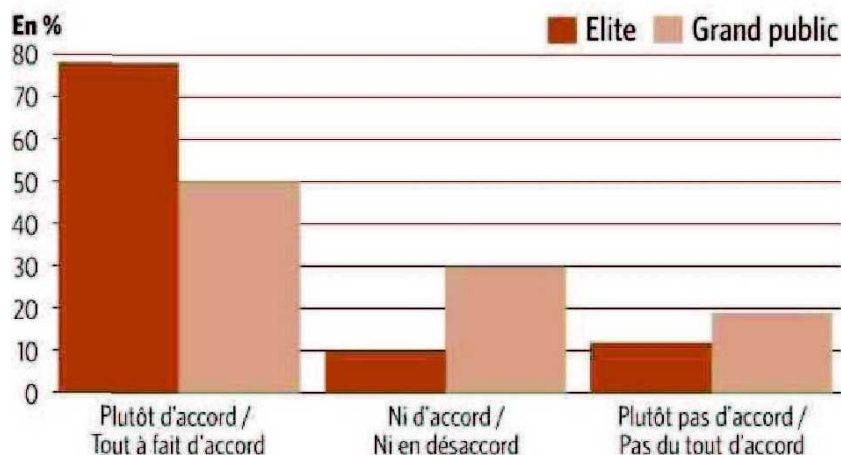
Les divisions à l'intérieur de ces deux groupes constituent un autre angle passionnant de cette étude. Les élites ne constituent pas un monobloc, et présentent des opinions parfois surprenantes. Le Brexit n'est par exemple cité comme une des principales menaces que par

moins d'un dixième de l'élite. Par contre 54 % estiment que l'austérité n'a pas été efficace dans la zone euro. Au sein du grand public, les experts de Chatham House voient une grande ligne de partage : entre ceux qui dénotent un esprit autoritaire, et la frange plutôt libérale (au sens social).

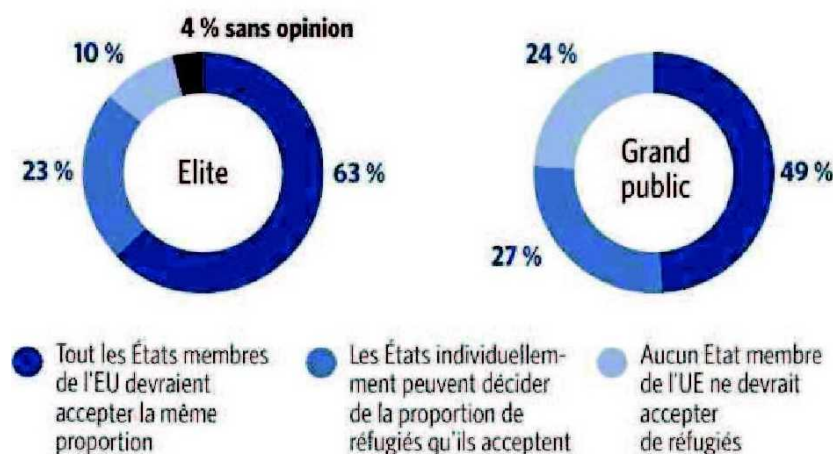
L'étude livre une ample matière à réflexion, avec de nombreuses pistes possibles bordées de surprises. Et ce constat qui paraît sauter aux yeux : « L'Europe doit dépasser le débat binaire ». ■

JUREK KUCZKIEWICZ

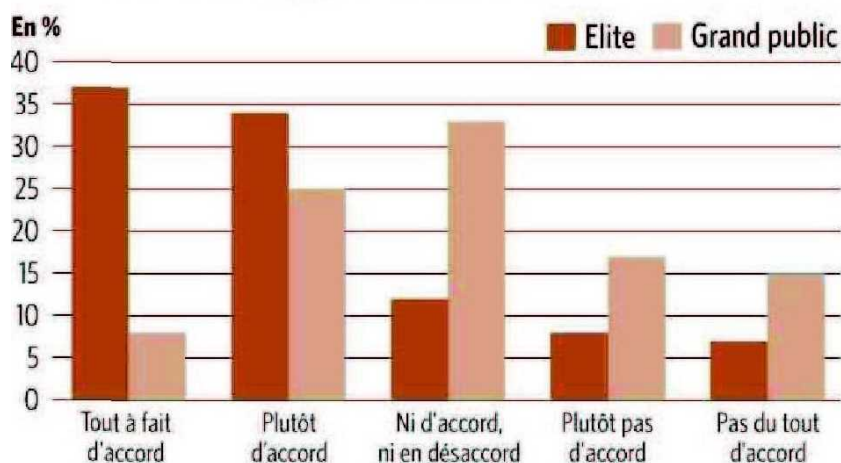
## Les États membres les plus riches devraient soutenir financièrement les États membres les plus pauvres



## Attitude envers les quotas de réfugiés



## Les personnes comme vous ont tiré bénéfice du fait d'être d'un pays membre de l'UE



## évolution La mutation du Belge en eurosceptique ordinaire

Le Belge, europhile et enthousiaste de toujours ? Encore une idée très répandue, que l'enquête coordonnée par Chatham House bat complètement en brèche... Car sur son rapport à la construction européenne et à l'UE, le Belge s'avère un vrai Européen au sens où... « *il est représentatif des tendances européennes globales, convaincu que l'UE présente une grande marge d'amélioration* », explique Alexander Mattelaer, directeur des Affaires européennes à l'institut Egmont, chargé d'analyser le volet belge des résultats.

À l'image de la moyenne des Européens, les Belges affichent beaucoup de sentiments négatifs à l'égard de l'UE. Avec 48 % de Belges « pessimistes » et 35 % « dégoûtés », « ces scores placent

les Belges à l'extrême du spectre européen en termes d'insatisfaction ». Et ils sont 47 % à refuser de reconnaître que l'appartenance à l'UE leur a été favorable. Sur toute une série de points précis, le négativisme des Belges en surprendra plus d'un : « *Plus de la moitié du public belge exprime des sentiments négatifs envers les réfugiés et les demandeurs d'asile, écrit Alexander Mattelaer : c'est même plus qu'en Hongrie ou tout autre pays englobé par l'enquête.* »

### 64 % des Belges favorables à la peine de mort

« *Le Belge est aussi convaincu que l'élargissement est allé trop loin, et il s'oppose à ce que des États comme la Turquie rejoignent le club.* » Ce qui fait de

nos concitoyens des sceptiques encore plus grands à ce sujet que les Français. « *L'aspect le plus curieux de cette étude porte sur les aspects culturels, relève encore le directeur d'Egmont. La peine de mort est considérée comme acceptable par plus de la moitié du public belge, à l'équivalent de la France, du Royaume-Uni, de la Hongrie et de la Pologne. Et 64 % du public belge serait favorable à stopper l'immigration en provenance des pays musulmans.* » Par contre, la position des Belges reste très favorable au mariage homosexuel. « *Cela signifie que même si nous sommes devenus une société très libérale, sur toutes les questions liées à la migration au sens large, nous nous*

*positionnons plutôt dans le spectre conservateur* », explique au Soir Alexander Mattelaer.

Ce dernier pose deux hypothèses d'explication à l'évolution belge du sentiment sur l'Europe « *Ce positionnement changerait depuis des années. Il est le résultat cumulatif des crises des der-*

*nières années, qui a amené la population à se poser des questions sur la manière dont l'UE est gérée. Ensuite, le consensus européen a été le résultat de la période d'après-guerre. Or la génération actuelle a perdu cette perspective historique. On remarque que ce consensus se fragmente dans les trois anciennes familles politiques : avec plus d'exemples côté gauche en Wallonie, et côté droit en Flandre.* » ■

J. Kz